



Vous le sentez dans votre portefeuille : les prix des denrées alimentaires, de l'électricité, du gaz, du mazout de chauffage et de l'essence ne cessent de grimper. Le 15 décembre, nous avons déjà manifesté pour l'augmentation du pouvoir d'achat. Sans résultat satisfaisant jusqu'à présent. Les politiciens ont gaspillé près d'un an en vaines palabres communautaires, sans apporter de solutions tangibles à la question du pouvoir d'achat. Ils ont par contre accordé une baisse d'impôts aux entreprises, qui n'en ont pas besoin. C'est de l'argent perdu pour les équipements collectifs et la sécurité sociale! Une autre politique s'impose. Les travailleurs perdent patience face aux employeurs et au gouvernement.

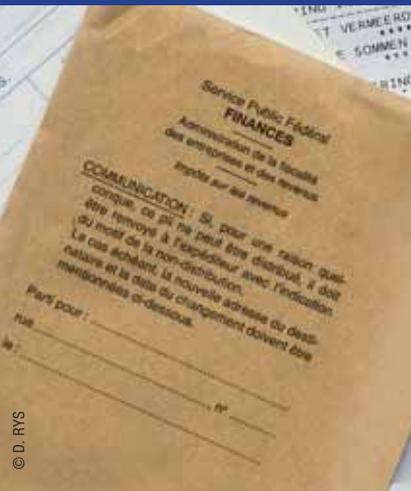
Renforcer le pouvoir d'achat et la solidarité



© D. RYS



© BELPRESS



© D. RYS

Relever les salaires

- > Pas de remise en cause de l'index
- > Relever le salaire minimum de 25€ comme convenu
- > Des salaires minima égaux pour les jeunes
- > Un meilleur remboursement de tous les frais de déplacements vers le lieu de travail
- > Des négociations libres à l'automne sur un relèvement des salaires minima
- > Aussi des accords crédibles pour le secteur public et l'enseignement
- > Eliminer l'écart salarial hommes-femmes

Maintenir et renforcer la solidarité

- > Liaison au bien-être pour toutes les allocations
- > Un 13^e mois d'allocations familiales
- > Des moyens supplémentaires pour la sécurité sociale
- > Maintien du caractère fédéral de la sécurité sociale, du droit du travail et des conventions collectives

Rendre la fiscalité équitable

Augmenter le pouvoir d'achat grâce à :

- > Une réduction d'impôts pour les bas et moyens revenus
- > Un taux de TVA de 6% au lieu de 21% sur le gaz et l'électricité et une réduction similaire pour le mazout de chauffage
- > Une réduction d'impôts intégrée dans le salaire (diminution du précompte professionnel)
- > Pas de discrimination fiscale contre les chômeurs mariés

Augmenter les recettes grâce à :

- > Une lutte plus active contre la fraude fiscale
- > La fin des abus dans la déductibilité des intérêts notionnels
- > Une cotisation du secteur énergétique, proportionnée aux superbénéfices qu'il réalise
- > Une taxation plus équitable des revenus du capital et de la fortune

Arrêter les hausses de prix injustifiables

- > Un contrôle des prix en particulier pour les produits de première nécessité
- > Freiner les hausses de prix du gaz et de l'électricité : améliorer le contrôle, écrémer les superbénéfices
- > Augmenter le nombre et la qualité des places dans les garderies à des prix abordables
- > Modérer les loyers, augmenter le nombre de logements sociaux